

Les Etats-Unis en 2017

Les Etats-Unis, le deuxième plus gros émetteur mondial de CO2 derrière la Chine, avaient prévu sous Barack Obama de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 26 à 28 % d'ici à 2025 (par rapport aux niveaux des émissions constatées en 2005). **Au cours de la campagne présidentielle, Donald Trump, climato-sceptique notoire, avait déclaré à plusieurs reprises qu'il comptait retirer son pays de l'accord de Paris s'il était élu.** C'est chose faite en **juin 2017** : Donald Trump annonce le **retrait de l'Accord de Paris**. En moins d'un an, Donald Trump a en effet abrogé le *Clean Power Plan*, baissé drastiquement du budget de *l'Environment Protection Agency*, et annoncé sa décision, pour « *protéger les intérêts américains* », de sortir de l'accord de Paris sur le climat et confirmé la reprise des projets d'infrastructures climaticides (centrales charbon, gaz de schistes, agriculture intensive, etc.).

En dépit de ces décisions dramatiques, beaucoup d'acteurs se mobilisent sur le territoire américain et tentent de faire contrepoids (voir article ci-dessous) :

- L'initiative « We are still in », forme une délégation qui regroupe plus de 2500 acteurs non étatiques (maires des villes, groupes de sénateurs et de gouverneurs démocrates (Washington, Californie, Oregon etc.), États, universités, entreprises) et qui souhaite « rester dans l'accord de Paris ». La délégation n'hésite pas à négocier directement avec des gouvernements étrangers, histoire de court-circuiter le département d'Etat, qui représente officiellement les Etats-Unis ? car *aux Etats-Unis, ce sont les Etats qui dirigent.*
- L'US Climate Alliance, qui regroupe 14 États est en passe d'atteindre ou de dépasser sa part de l'effort de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Ils pèsent à eux seuls 40 % de l'économie américaine. Ligués avec Porto Rico, ils forment aujourd'hui l'« America's Pledge », une « contre-délégation » à l'initiative du gouverneur de Californie, Jerry Brown, pour atteindre les objectifs des Etats-Unis prévus par l'accord de Paris. Cette contre-délégation ouvre un dialogue avec le Canada et le Mexique, qui se poursuivra aux différents sommets sur le climat. Jerry Brown s'impose donc comme un des leaders politiques américains dans la lutte contre le changement climatique. Avec son PIB, la Californie est la 6^e puissance mondiale et constitue un adversaire de taille face à Washington sur la question du climat. *«Si nous voulons survivre et protéger notre planète, nous devons radicalement changer notre système de production, clame-t-il. C'est un dur combat, où on fait face à la manipulation politique, où les entreprises des énergies fossiles font tout ce qu'elles peuvent pour contrer nos efforts. Nos ennemis sont puissants. Mais nous sommes ici pour créer de l'enthousiasme, pour lutter contre l'inertie.»*

Non, les Américains ne sont pas tous derrière Donald Trump et entendent se battre contre le changement climatique

«Vous voulez faire un karaoké ?» C'est tout ce qu'a trouvé à dire un représentant de la Maison Blanche quand le premier colloque de la délégation américaine, organisé lundi à la 23^e Conférence de l'ONU sur le climat à Bonn, a été interrompu par des dizaines de militants chantant une version détournée de *Proud To Be an American*. Le thème de cet événement mené par l'administration Trump ? La nécessité de miser sur les énergies fossiles et sur le nucléaire pour limiter le changement climatique. Une provocation : l'industrie des énergies fossiles est le principal émetteur de gaz à effet de serre (GES) dans le monde. «Promouvoir le charbon à un sommet sur le climat est comme soutenir le tabac à une conférence sur le cancer», a commenté Michael Bloomberg, ex-maire de New York, grand opposant à Trump et envoyé spécial des Nations unies pour les villes et le changement climatique. Depuis un an et l'élection du milliardaire en pleine COP 22 au Maroc, les Etats-Unis sont «*the elephant in the room*», le sujet dont tout le monde évite de parler dans les négociations climat de l'ONU. Trump a mis ses menaces de campagne à exécution le 1^{er} juin, quand il a annoncé sa décision, pour «protéger les intérêts américains», de sortir de l'accord de Paris sur le climat, entré en vigueur en novembre 2016, et dans lequel les Etats se sont engagés à limiter la hausse des températures mondiales «*bien en dessous de 2 °C*» par rapport à l'époque préindustrielle. Difficile d'ignorer l'isolement des Etats-Unis, deuxième pollueur après la Chine, dans l'arène de la COP 23 à Bonn. A Bonn, l'isolement de l'administration Trump s'entend dans les discours et se voit. Comme ces igloos gonflables, choisis ironiquement par la délégation de 2 500 représentants d'Etats, de villes, d'entreprises et d'ONG américaines venue clamer «*we are still in*» («*nous sommes toujours dans l'accord de Paris*»). L'ancien vice-président et Prix Nobel de la Paix Al Gore a même assuré, samedi, que les Etats-Unis pourraient réintégrer rapidement l'accord, une fois qu'ils auront changé de président (si c'est le cas) en 2020.

Un groupe de sénateurs et de gouverneurs démocrates a aussi fait le déplacement, n'hésitant pas à négocier directement avec des gouvernements étrangers, histoire de court-circuiter le département d'Etat, qui représente officiellement les Etats-Unis. Ainsi, juste avant le début de la conférence de la Maison Blanche sur les énergies fossiles, lundi, Jay Inslee, le gouverneur de l'Etat de Washington, et Kate Brown, gouverneure de l'Oregon, ont lancé aux journalistes présents dans la salle : «*Peu importe à quel point Donald Trump tweete, il peut s'y arracher les doigts, il ne nous arrêtera pas. Aux Etats-Unis, ce sont les Etats qui dirigent.*»

Quinze d'entre eux, ligüés dans l'*America's Pledge*, une initiative lancée la semaine dernière par le gouverneur de Californie, Jerry Brown, et Michael Bloomberg pour atteindre les objectifs des Etats-Unis prévus par l'accord de Paris, pèsent à eux seuls 40 % de l'économie américaine. Lundi, cette «contre-délégation» a annoncé ouvrir un dialogue avec le Canada et le Mexique, qui se poursuivra au sommet sur le climat organisé en septembre 2018 en Californie. L'administration américaine se retrouve dans une position pour le moins ambiguë : devoir discuter des termes de mise en place d'un traité (calendrier, transparence, contrôle...), après lui avoir tourné le dos. Le tout alors que plusieurs régions du pays ont été frappées par des événements climatiques extrêmes : sécheresses, incendies, ouragans.

D'après Isabelle HANNE et Aude MASSIOT, dans *Libération*, 14 novembre 2017